



L'état de l'environnement en Europe n'est pas bon: principaux défis liés aux menaces qui pèsent sur la nature et aux effets du changement climatique

Des progrès significatifs ont été accomplis dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique, mais l'état général de l'environnement en Europe n'est pas bon, en particulier celui de la nature, qui continue de subir des dégradations, une surexploitation et une perte de biodiversité. Les effets de l'accélération du changement climatique constituent également un problème urgent, comme l'indique le rapport le plus complet de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) sur l'état de l'environnement, publié aujourd'hui. Les perspectives de la plupart des tendances environnementales sont préoccupantes et présentent des risques majeurs pour la prospérité économique, la sécurité et la qualité de vie de l'Europe.

Le rapport souligne que le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace directe pour la compétitivité de l'Europe, qui dépend des ressources naturelles. Il précise que la réalisation de la neutralité climatique d'ici à 2050 passe également par une gestion plus efficace et responsable des terres, de l'eau et des autres ressources. La protection des ressources naturelles, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, ainsi que la réduction de la pollution, renforceront la résilience des fonctions sociétales vitales qui sont tributaires de la nature, telles que la sécurité alimentaire, l'eau potable et la protection contre les inondations.



Le rapport recommande vivement une intensification de la mise en œuvre des politiques et des actions favorisant la durabilité à plus long terme déjà approuvées dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. Ces actions sont conformes aux priorités de la boussole pour la compétitivité de la Commission européenne en matière d'innovation, de décarbonation et de sécurité.

[Le rapport de 2025 sur l'environnement en Europe](#) constitue l'analyse la plus complète de l'état actuel et des perspectives pour l'environnement, le climat et la durabilité du continent, sur la base de données provenant de 38 pays. Il souligne que l'Union européenne qui, depuis 2005, réduit ses émissions de gaz à effet de serre et sa consommation de combustibles fossiles tout en doublant la part des énergies renouvelables, fait figure de chef de file mondial en matière d'efforts climatiques. Des progrès significatifs ont également été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'air ainsi que l'augmentation du recyclage des déchets et de l'utilisation efficace des ressources au cours des 10-15 dernières années. Les progrès réalisés sur un ensemble de facteurs qui permettent la transition vers la durabilité – tels que l'innovation, l'emploi vert et la finance durable – sont également source d'espoir.

Pour la vice-présidente exécutive chargée d'une transition propre, juste et compétitive, **Teresa Ribera**: «Ce rapport rappelle brutalement que l'Europe doit maintenir le cap et même accélérer ses ambitions en matière de climat et d'environnement. Les récents événements climatiques extrêmes montrent à quel point notre prospérité et notre sécurité deviennent fragiles lorsque la nature se dégrade et que les effets du climat s'intensifient. Retarder ou reporter nos objectifs climatiques ne ferait qu'augmenter les coûts, aggraver les inégalités et affaiblir notre résilience. La protection de la nature n'est pas un coût. Il s'agit d'un investissement dans la compétitivité, la résilience et le bien-être de nos citoyens. En intensifiant l'action dès maintenant, nous pouvons construire une Europe plus propre, plus juste et plus résiliente pour les générations futures.»

Selon la commissaire à l'environnement, à la résilience en matière d'eau et à l'économie circulaire compétitive, **Jessika Roswall**: «Bien que des progrès aient été accomplis, l'état de notre environnement est un appel clair à l'action pour continuer à réduire la pollution, à restaurer la nature et à protéger la biodiversité. Nous devons repenser le lien entre l'environnement et l'économie, et considérer la protection de la nature comme un investissement, et non comme un coût. Une nature saine est la base d'une société saine, d'une économie compétitive et d'un monde résilient, c'est pourquoi l'Union est déterminée à maintenir le cap sur ses engagements environnementaux.»

Le commissaire au climat, à la neutralité carbone et à la croissance propre, **Wopke Hoekstra**, estime quant à lui que: «Le présent rapport renforce l'urgente nécessité pour l'Union de maintenir ses ambitions fortes en matière de climat. L'Europe, qui est le continent qui se réchauffe le plus rapidement, a été la première à constater les effets dévastateurs du changement climatique, comme en témoignent les graves incendies de forêt qui ont fait des ravages cet été. Les coûts de l'inaction



sont énormes et le changement climatique constitue une menace directe pour notre compétitivité. Il est essentiel de maintenir le cap pour préserver notre économie.»

Selon la directrice exécutive de l'AEE, **Leena Ylä-Mononen**: «Nous ne pouvons pas nous permettre de réduire nos ambitions en matière de climat, d'environnement et de durabilité. Notre rapport sur l'état de l'environnement, élaboré conjointement avec 38 pays, expose clairement les connaissances fondées sur des données scientifiques et démontre pourquoi nous devons agir. Au sein de l'Union européenne, nous disposons des politiques, des outils et des connaissances nécessaires, ainsi que de décennies d'expérience en collaboration pour la réalisation de nos objectifs de durabilité. C'est maintenant que se joue notre avenir.»

Des défis complexes nous attendent

La biodiversité diminue dans les écosystèmes terrestres, marins et d'eau douce de l'Europe en raison des pressions persistantes exercées par des modes de production et de consommation non durables, notamment dans le système alimentaire. Selon le rapport, la détérioration de l'état de la biodiversité et des écosystèmes de l'Europe devrait se poursuivre à l'avenir, les objectifs stratégiques convenus étant peu susceptibles d'être atteints d'ici à 2030.

De même, les ressources en eau de l'Europe sont soumises à une forte pression, le stress hydrique affectant un tiers de la population et du territoire européens. Selon le rapport, il est essentiel de maintenir des écosystèmes aquatiques sains, de protéger les bassins versants et de veiller à ce que les ressources en eaux souterraines soient réapprovisionnées pour garantir la future résilience de l'Europe dans le domaine de l'eau.

En ce qui concerne le changement climatique, l'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement de la planète. Le climat évolue à un rythme alarmant, menaçant la sécurité, la santé publique, les écosystèmes, les infrastructures et l'économie. La fréquence et l'ampleur croissantes des catastrophes liées au climat, ainsi que le fait de savoir que le climat continuera à changer malgré les efforts d'atténuation ambitieux de l'Union, soulignent l'urgente nécessité d'adapter la société et l'économie européennes, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Ces défis majeurs exigent de repenser les liens entre notre économie et l'environnement naturel, la terre, l'eau et les ressources naturelles, indique encore le rapport. Ce n'est qu'en rétablissant l'environnement naturel en Europe qu'il sera possible de maintenir une économie compétitive et une qualité de vie élevée pour les citoyens européens.

Intensification et généralisation

Selon le rapport, il est urgent de changer radicalement les systèmes de production et de consommation, en veillant à décarboner l'économie, à effectuer une transition vers la circularité, à réduire la pollution et à assurer une gestion responsable des



ressources naturelles. Les politiques de l'Union, y compris le pacte vert pour l'Europe, offrent une trajectoire claire de transition vers la durabilité.

Le rapport met spécifiquement l'accent sur les efforts visant à restaurer les habitats au moyen de solutions fondées sur la nature, qui renforceront la résilience et contribueront également aux efforts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci. Il souligne également la nécessité de décarboner les principaux secteurs économiques, en particulier les transports, et de remédier aux émissions provenant de l'agriculture. L'augmentation de la circularité pourrait réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie et de matières premières critiques. En outre, en investissant dans la transition écologique et numérique de l'industrie européenne, l'Europe peut améliorer la productivité et devenir un chef de file mondial en matière d'innovation verte, en développant des technologies pour décarboner des industries qui peinent à le faire, telles que l'acier et le ciment.

Belgique

La Belgique affiche des progrès dans plusieurs domaines environnementaux, mais reste confrontée à certains défis structurels dans un contexte institutionnel complexe. Les pressions exercées par les transports, l'urbanisation et les pratiques agricoles intensives restent élevées. Il est essentiel de réduire ces pressions pour ralentir la perte de biodiversité et améliorer la qualité de l'eau et la santé des sols.

Bien que la Belgique occupe une position de leader en Europe en matière d'utilisation circulaire des matériaux, une tendance à la baisse s'est installée à partir de 2020. Des efforts soutenus seront nécessaires pour revenir sur la bonne voie. L'intégration complète des principes de l'économie circulaire reste un défi, en particulier dans les secteurs autres que la construction, tout comme la réduction de la production de déchets.

Les émissions de gaz à effet de serre diminuent au fil du temps, mais le rythme de réduction doit s'accélérer pour atteindre l'objectif du règlement sur le partage de l'effort (ESR) d'ici 2030. La consommation finale d'énergie, principalement par l'industrie, les transports et les bâtiments, diminue tandis que la part des énergies renouvelables augmente, mais trop lentement. Bien que la Belgique soit un pionnier dans le domaine de l'énergie éolienne offshore, les infrastructures existantes doivent être adaptées afin d'augmenter le potentiel de production d'énergie renouvelable à l'intérieur des terres. Afin de prévenir les pertes économiques liées au climat, des analyses de risques sont menées aux niveaux régional et national, ce qui permettra de définir des priorités pour renforcer la prévention et la résilience.

Consciente que l'accélération des transformations systémiques est essentielle pour respecter les engagements environnementaux et climatiques tout en garantissant une transition équitable et inclusive pour tous, la Belgique a mis en place des politiques, des programmes et des fonds pour atteindre l'objectif d'une transition juste.



Contexte

L'AEE publie un rapport sur l'état de l'environnement tous les cinq ans, conformément à son règlement. Le rapport sur l'état de l'environnement en Europe en 2025 est le 7^e rapport de ce type publié par l'AEE depuis 1995. Il offre des informations scientifiques solides qui nous éclairent sur la façon dont nous devons répondre aux défis immenses et complexes auxquels nous sommes confrontés, tels que le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution de l'air et de l'eau.

Le rapport a été établi en étroite collaboration avec l'AEE et le réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (Eionet). Le rapport s'appuie sur la grande expertise du réseau Eionet composé d'experts et de scientifiques éminents dans le domaine de l'environnement, dans l'ensemble des 32 pays membres et des six pays coopérants de l'AEE.